Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

# Le syndrome de l'indécision

*Par Boubakeur Hamidechi*
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

Ça patine piteusement dans la semoule en haut lieu. La panne totale jusqu'à ne plus savoir agencer correctement un calendrier électoral ! Voilà ce qu'il en coûte d'afficher trop d'assurance en toutes circonstances et de se croire incollables sur n'importe quel problème. L'on finit un jour ou l'autre par être confondus par tant de morgue.

Cette histoire de ratage en apparence technique et ce report d'un rendez-vous qui, rassure-t-on, ne changera rien à la démarche globale du pouvoir est pourtant bien plus qu'un accroc dont on veut minimiser les conséquences. Ce cafouillage signifie que, quels que soient les rangs qu'ils occupent dans la préséance, les grands clercs peuvent parfois se révéler impuissants à enrayer le doute ambiant.

«Le président a d'autres priorités», croit bien dire un Premier ministre.

Au même moment, un ministre d'Etat de grande influence ignore ces fantasmatiques «priorités» et impute le contre temps à l'impossibilité immédiate de respecter les procédures électorales. On l'aura mieux compris ce dernier qui laissa entendre que la lenteur se trouve en amont de son intendance. «Mais bon, on verra bien….», concluait-il laconiquement. Or c'est tout « vu » et sous n'importe quel angle. Le chef de l'Etat est en butte à des difficultés réelles et c'est la raison qui le pousse à tergiverser sans se décider finalement sur toutes les questions même celle de la Constitution qui, pourtant, décidera de la suite de sa carrière. Intellectuellement, il patauge dans les déconvenues qui remontent à son niveau à un point tel que le terrain politique devient glissant et se dérobe sous ses pieds.

A mi-mandat, il se voit contraint de ne plus se livrer en public et d'observer un silence pesant, qu'il s'efforce de contrebalancer en se remettant aux seuls bavardages de quelques hommes dont le talent n'est pas évident. En effet, ceux qui s'expriment en son nom, dans ces circonstances, sont eux-mêmes précédés de préjugés tenaces et d'images écorniflées par leur nuisance du passé. Deux ministres parmi les plus impopulaires pour convaincre l'opinion, c'est une fois de plus une erreur de casting ! Et pour cause : l'un a la réputation d'être cassant et maladroit et l'autre obséquieusement faux. C'est dire que le chef de l'Etat n'est guère bien entouré en cette période calamiteuse.

Depuis sa maladie, en décembre 2005, les observateurs avisés n'ont pas manqué de relever chez lui une certaine lassitude. Celle qui ressemble à un détachement inhabituel vis-à-vis de sa charge et qu'il est malaisé d'en attribuer les raisons aux accidents de santé plutôt qu'à ses avatars politiques. Sauf que les rouages de l'Etat se ressentent gravement de ses absences répétées et de la raréfaction de ses arbitrages.

Les journalistes qui n'ont de cesse de scruter et décrypter le moindre signe, se sont finalement rendus à cette raison. Ils ne font que peu de cas de ces illusoires communiqués de palais, car ils savent qu'ils ne servent qu'à masquer une triste vacuité dans le management de l'Etat.

En une question comme en cent, ils se sont interrogés, il y a six mois de cela. Le président travaille-t-il réellement ? Sa présence - absence, c'est-à-dire son effacement, a-t-elle vraiment pour unique souci celui de prendre du recul ?

Si cela en a été une des raisons plausible, quand reprendra-t-il la main ? Au point où en est la situation du pays, il semble improbable que de telles inquiétudes puissent faire encore sens. Trop de dossiers brûlants moisissent sur son bureau alors qu'ils demandent à être urgemment traités sous peine de voir le pays sombrer dans le chaos.

Sur la charte et la Constitution, notamment, pas un seul ministre parmi les plus en vue n'a osé s'aventurer à donner son sentiment et tout se passe (ou alors rien ne se passe) dans un huis clos total. Qu'il s'agisse d'évaluer les conséquences induites par une amnistie généreusement octroyée ou de se faire une religion sur l'opportunité d'une révision constitutionnelle intervenant en fin de mandat d'un président, aucune voix n'a cru honorable de s'exprimer. L'Algérie officielle est définitivement plombée par le tabou de la réflexion autonome. Ce n'est, par conséquent, plus dans les strates du pouvoir qu'il est encore possible de comprendre où « veut en venir le président et où va-t-il arrimer le pays ? ». Il reste encore les cercles de ses sympathisants qui n'ont pas totalement abdiqué leur sens critique. Là où s'affiche la déception, s'exprime l'incompréhension et se déverse le mécontentement de ceux que l'on a trompés. Dans ces officines mises en place en 1999 et qui se dépeuplent d'année en année, ceux qui abjurent leur foi en l'homme seraient aujourd'hui bien plus nombreux que les convertis de fraîche date. Ceux-là rejoindront fatalement la cohorte des opposants traditionnels.

Sur trois sujets de fond, les désabusés de demain l'interpelleront à travers un contre-discours argumenté par ses promesses et «sourcé» aux références de son programme alors qu'il n'était que candidat. Ils lui reprocheront les déplorables contre-performances économiques et sociales de sa gestion, les proportions alarmantes qu'ont prises la corruption et la persistance du chômage et la misère. Ils lui feront ensuite grief sur la manière dont il assuma l'application de toutes les dispositions relatives à la concorde puis à la réconciliation et comment il pervertit le credo de la paix prôné en 1999 en capitulation de l'Etat et en processus de réhabilitation civique des criminels. Enfin, ils lui rappelleront que, pour autant que l'on fût par le passé objectivement convaincu de la nécessité d'amender une loi fondamentale imparfaite, il eut fallu s'y atteler plus tôt. C'est-à-dire lorsque les conditions étaient propices et à l'abri des suspicions. Ils auront raison sur tout et bien plus sur ce dernier chapitre. En effet, inscrire dans l'agenda d'un mandat finissant, la révision de la loi n'est jamais un acte de pouvoir respectable. Elle jurerait avec les infamies politiques dont se rendent coupables de nombreux présidents du Tiers-monde. De ceux qui retaillent les constitutions de leurs pays afin de s'assurer des longévités politiques ignobles et dont seules les poubelles de l'histoire gardent les traces.

Mais est-ce vraiment l'intention de Bouteflika ? En tout cas, depuis l'annonce qu'il a faite le 03 juillet devant la hiérarchie militaire plus rien n'est venu confirmer que dans le sérail l'on soit prêt à accoucher d'une épure en trompe-l'œil pour son seul usage.

Pourquoi donc, doit-on exclure l'hypothèse qu'à l'origine de ce report, il fût examiné par le président l'éventualité de ne pas se projeter au-delà de 2009 tout en maintenant l'idée de doter l'Etat d'un texte novateur que la postérité se chargera de lui attribuer ?

Comme tous les autocrates, à l'approche du grand âge, seule compte l'immortalité du nom au moment où déclinent les appétits d'un pouvoir dont ils sont repus. En différant le référendum à une date plus lointaine, El Mouradia a-t-il donné un indice ? On peut le penser dès l'instant où le président est libéré de l'urgence personnelle et qu'il travaille enfin pour la République et ceux qui lui succéderont.

Il est vrai que de tels scénarios ressemblent si peu au cannibalisme politique du personnage. Mais doit-on, en toutes circonstances, ne faire confiance qu'aux catégorisations réductrices ? Bouteflika comme d'autres chefs d'Etat adore les ors de la République mais il peut également succomber à la théâtralité des révérences de son vivant. Rêvons, en attendant le choc du réveil, à une improbable sortie de scène dont il sera son propre metteur de scène.

**B. H.**

*Le Soir sur Internet :*
http:www.lesoirdalgerie.com
*E-mail :* info@lesoirdalgerie.com

## POUSSE AVEC EUX !

# C'EST N'IMPORTE QUOI !

*Par Hakim Laâlam*

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

*«Pourquoi Kadhafi ne s'attaque-t-il pas d'abord à la presse de son pays ?»*

**Parce qu'il n'y en a pas !**

Je ne sais pas si nos dirigeants éclairés au mazout sont en train de se lâcher ces derniers jours, mais je trouve que ça part dans tous les sens. L'autre jour, un ministre du gouvernement, Chakib Khelil s'en est vertement pris à une structure, l'IGF, dépendant d'un autre ministère, celui des Finances. Je crois bien me souvenir que le mot incompétence avait été utilisé à l'occasion. Quelques heures et quelques oreillers après, l'Allemand Kébir était reçu solennellement au siège du Front de libération nationale par Belkhadem, patron du FLN et gérant procuré du gouvernement. Et c'est un ministre du même gouvernement, Yazid Zerhouni qui est venu après, bien après, affirmer devant les micros et les caméras, donc à l'opinion, que les «anciens dirigeants du FIS sont interdits d'activité politique». Je pense qu'il y a erreur sur le destinataire de ce rappel. Ce n'est pas à l'opinion qu'il fallait faire des rappels mais à Belkhadem. Même «khalouta» pour la date de la révision constitutionnelle. Les uns après les autres, nos dirigeants éclairés au fuel sont d'abord venus nous dire que le scrutin aurait lieu incessamment sous peu, puis sont revenus pour nous déclarer sous le ton de la confidence que le «Président avait d'autres priorités» dixit Belkhadem, et sont re-re-venus nous annoncer ces toutes dernières heures qu'un tel référendum ne pouvait se tenir avant la fin de l'année, ponctuant ce nouveau cafouillage par la plus mémorable des pirouettes que la gymnastique politique algérienne ait produit depuis des lustres : «Mais on verra bien!» dixit le ministre de l'Intérieur. A ce niveau-là de gouvernance, ce n'est plus de la navigation à vue, c'est carrément un lâcher aveugle de ballons de baudruche dans un champ de cactus. Ce n'est plus du bricolage, c'est littéralement le kit meuble Ikea livré sans le mode d'emploi. Et pendant ce temps-là, au moment où dans la même équipe gouvernementale, on se tape dessus, on dit le contraire de ce que vient de dire le capitaine de l'équipe, ou alors on s'en remet au destin avec ce génial «mais on verra bien !», huit militaires se font zigouiller par les tangos à Aïn Defla. Et ça, voyez-vous, c'est déjà tout vu ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

**H. L.**